

L'administration Biden et le Moyen-Orient

David Bensoussan

Il y a eu un changement de paradigme au Moyen-Orient. L'assomption selon laquelle le problème israélo-palestinien est au cœur de du conflit israélo-arabe s'est dissoute devant les nombreux conflits qui déchirent la région.

Changement de paradigme

La guerre civile en Syrie a fait plus de 400 000 morts et 5 millions de personnes déplacées dans les pays voisins. Le pays est morcelé entre forces gouvernementales, les forces d'opposition démocratiques et les territoires contrôlés par la Turquie, le Hezbollah libanais, les Kurdes au Nord-est et les milices chiites iraniennes. La Russie qui y possède une base navale importante est bien implantée et réussit à conserver tant bien que mal des relations avec les visées hégémoniques de la Turquie et de l'Iran et le désir d'Israël de ne pas laisser s'implanter des forces iraniennes en Syrie.

La guerre civile au Yémen a fait plus de 200 000 morts. Des millions de personnes déplacées souffrent de la famine.

Le Liban essaie de se défaire de l'emprise du Hezbollah qui risque de faire de ce pays un Hezbollahistan boycotté par les nations.

La Libye est en proie à la guerre civile et il est difficile de savoir si les victimes se comptent par milliers ou par dizaines de milliers. La Turquie y déverse des mercenaires syriens.

La Turquie est également un élément déstabilisateur en Méditerranée Orientale, en Libye et en Syrie et cherche par ailleurs à étendre son influence auprès de sunnites du Liban. Son appartenance à l'OTAN devient problématique.

Ces conflits ne dépendent en rien de l'imbroglio israélo-palestinien sinon que la Turquie et l'Iran font une compétition de slogans radicaux qui n'émeuvent plus grand monde. Plus encore, les pays du Golfe reprochent aux Palestiniens les refus systématiques des offres qui leur ont été faites à Camp David ou à Taba.

En outre, la normalisation va bon train avec les Émirats arabes unis, le Bahreïn, le Soudan et même l'Arabie et le Maroc. La formule voulant que la normalisation passe par un retour aux frontières de 1967 n'est plus à l'ordre du jour. Le peuplement israélien en Judée et en Samarie et la reconnaissance américaine de l'annexion du Golan n'y font pas obstacle non plus.

Réalignement des positions

L'autorité palestinienne a repris sa collaboration avec Israël en matière de sécurité et ne demande plus à ce qu'Israël abandonne son intention d'annexer une partie de la Judée et de la Samarie.

Les pays de la région considèrent que l'Iran est la principale menace et se réjouissent du fait que le président Trump se soit retiré de l'accord des 5 +1 sur le nucléaire iranien et du fait qu'Israël détruit régulièrement les installations iraniennes en Syrie.

L'Iran a continué de développer son industrie nucléaire et aura probablement suffisamment d'uranium enrichi pour fabriquer une bombe atomique d'ici trois à quatre mois.

Les pays de la région craignent la mouvance des Frères musulmans financés par le Qatar et manipulés par la Turquie. Le président turc Erdogan s'est mis à dos les pays de la région Israël inclus.

Aussi, tant Israël et les pays arabes cherchent à aligner leurs stratégies respectives et les Émirats arabes unis ont reçu des avions furtifs F-35 sans qu'Israël s'y oppose vraiment.

Les politiques d'Obama de retour ?

Le fait que les anciens collaborateurs d'Obama occupent des postes importants dans la nouvelle administration laisse penser que Biden cherchera à remettre à la page les politiques du président Obama : le représentant spécial pour le Climat John Kerry et le secrétaire d'État Antony Blinken étaient très impliqués dans l'accord des 5 +1 sur le nucléaire iranien et dans les négociations israélo-palestiniennes de 2014. Jake Sullivan qui est conseiller en matière de sécurité nationale a été le bras droit de l'ancienne secrétaire d'État Hilary Clinton durant le

second mandat d'Obama. Ce sont donc des personnes qui ont appliqué la politique d'Obama par rapport à l'Iran et par rapport à Israël qui reviennent au pouvoir.

Quelles ambitions d'Obama n'ont pu voir le jour ? La promesse de créer un état palestinien en moins d'un an ne s'est pas réalisée. Le printemps arabe encensé par Obama s'est terminé dans le chaos. L'Iran n'a pas changé sa politique déstabilisatrice au Moyen-Orient et les manifestations massives aux cris de « Mort à l'Amérique » ont continué. La ligne rouge en regard de l'utilisation des armes chimiques en Syrie a rosi avant de s'étioler, discréditant ainsi les États-Unis. La Russie est bien installée en Syrie.

Le retrait progressif des forces américaines du Moyen-Orient a été accompagné d'un usage des drones grandement intensifié. Ce retrait a été intensifié sous la présidence de Trump et la Turquie en a profité pour établir un politique des faits accomplis au Moyen-Orient.

Les options de Biden

Biden s'est exprimé pour le multilatéralisme et compte revenir à l'accord des 5 +1 sur le nucléaire iranien, probablement avec des modifications mineures. Cela va enfurier les élus républicains qui ne font aucune confiance au régime des mullahs. L'Iran développe des missiles balistiques de longue portée, ce qui contrevient à l'esprit de l'accord des 5 +1. Par ailleurs, des sources émanant de l'opposition iranienne et des révélations israéliennes des archives iraniennes, il ressort de cela que l'Iran risque d'être passible de sanctions conformément à cet accord. Qui plus est, si l'Iran est sur le point d'accéder à la bombe atomique, Biden devra tenir compte de la volonté d'Israël de s'opposer par la force au régime des mullahs qui a fait de la destruction d'Israël un impératif théologique.

En ce qui touche à la remise en marche du principe d'un pays deux états, Biden retournera-t-il à des initiatives qui n'ont pas porté fruit ? S'il veut dégeler l'aide américaine à l'Autorité palestinienne, il devra tenir compte de la résolution de Taylor adoptée par le Congrès en 2018, qui exige que l'Autorité palestinienne doive cesser les paiements aux auteurs et à la famille des responsables d'attentats terroristes.

Il est fort peu probable que Biden change la reconnaissance de Jérusalem comme capitale d'Israël ou l'annexion du plateau du Golan, mais ouvrira sans doute une

délégation diplomatique à Jérusalem-Est. Il visera à maintenir l'avantage militaire qualitatif d'Israël, notamment en raison de la déstabilisation de la région par l'Iran et la Turquie.

Pour ce qui est des droits de l'homme dans les pays arabes, le printemps arabe qui a été soutenu par le président Obama s'est terminé par le retour à l'autocratie en Égypte et la guerre civile en Syrie et en Libye. Le président Biden sera un président avisé qui prendra en considération la complexité des enjeux sociopolitiques dans ces pays.

Il ne pourra aller totalement à contre-courant des politiques du président sortant, car il ne domine pas le Sénat, mais il pourra planter des premiers jalons dans ce sens en ayant à l'esprit une deuxième cadence d'une administration démocrate.